Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, première chambre, isi par le Ministre des Communications, le 23 octobre 1959, une demande d'avis sur un prot de loi "relatif aux redevans sur les appareils récepteurs radiodiffusion", a donné le novembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e oktober 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen", heeft de 10e november 1959 het volgend advies gegeven :

De nombreuses dispositions du projet de loi reprennent les textes de la loi du 24 décembre 1957, qui sera abrogée par l'article 18 de la loi en projet.

Bien qu'il s'agisse de textes en vigueur, le Conseil d'Etat estime que certaines dispositions reproduites peuvent faire l'objet d'améliorations dans leur rédaction ou de commentaires de nature à en éclairer l'application.

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

L'emploi du mot "redevance" pour qualifier la taxe qui est due par les détenteurs d'appareils de radiodiffusion , pourrait prêter à critique. Il ne s'agit pas, en effet, de la rémunération d'un service public auquel le redevable a librement recours, mais d'un véritable impôt.

Il s'ensuit que les usagers qui ne pourraient, de par la situation géographique de leur demeure, capter les émissions belges radiodiffusées, sont tenus d'acquitter la taxe à l'égal de ceux qui reçoivent ces émissions.

Toutefois, en raison de l'usage qui en a été fait depuis la loi du 20 juin 1930, le Conseil d'Etat n'estime pas devoir proposer le remplacement du mot "redevance" par un autre terme.

II.

Les articles 1er, 2 et 3 permettent de couvrir par le paiement d'une seule redevance, la détention simultanée de plusieurs appareils récepteurs lorsque ceux-ci sont détenus par une même personne "en une même habitation".

Les lois belges n'emploient le mot "habitation" qu'à l'égard des personnes physiques (cfr. article 632 du Code civil). Les sociétés et les associations ne possèdent, quant à elles, qu'un siège social ou un principal établissement (articles 7 et 197 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, articles 2 et 30 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique).

Il s'ensuit que les sociétés et associations doivent acquitter une taxe pour chacun des postes récepteurs qu'elles possèdent, sauf application de l'article 5 lorsque ces sociétés ou associations sont des constructeurs, réparateurs ou vendeurs de ces appareils.

L'article 5 vise les "locaux privés de leur habitation" qu'il oppose aux "ateliers et magasins". Cette façon de s'exprimer laisse supposer que l'habitation comprendrait à la fois des locaux privés et des ateliers et magasins.

La loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool parle en son article 1er, § 1er, des magasins et des ateliers, tandis qu'à l'article 2 elle interdit aux débitants de détenir des boissons spiritueuses

.../...

"tant dans les locaux où sont admis les consommateurs que dans les autres parties de l'établissement et même dans l'habitation attenante".

L'habitation est ici envisagée dans son sens "d'endroit où l'on demeure" (Littré). Il conviendrait qu'il en soit de même dans le présent projet, de manière que les agents chargés de la constatation des infractions à l'une et à l'autre loi n'aient à tenir compte de deux acceptions différentes du terme "habitation".

Il est en conséquence proposé de remplacer à l'article 5, alinéa 3, les mots "les locaux privés de leur habitation" par "l'habitation attenante à leurs magasins et ateliers".

III.

Dans de nombreux articles, le projet emploie le mot "exercice" pour désigner l'année civile commençant le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. L'usage du mot "exercice" pourrait prêter à confusion lorsque le redevable est une personne morale dont l'exercice social ne coïncide pas avec l'année civile.

Aussi est-il proposé de remplacer le mot "exercice" par "année".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 4.

L'article 4 emploie l'expression : "appareils susceptibles de procurer à leur détenteur un avantage direct ou indirect". Tel qu'il est rédigé, cet article pourrait faire croire que l'avantage direct ou indirect doit résulter des caractéristiques de l'appareil . Or, l'intention du Gouvernement est d'atteindre également les appareils qui procurent un avantage à leur détenteur en raison de l'endroit où ils se trouvent placés .

Dans un but de clarté, il est proposé de rédiger l'article 4 ainsi qu'il suit :

"Article 4.-

Les appareils récepteurs de radiodiffusion détenus simultanément par une même personne sont taxés séparément :

1° lorsque, par le lieu de leur installation, ils sont susceptibles de procurer à leur détenteur un avantage direct ou indirect;

2° lorsqu'ils sont construits pour être utilisés en dehors de l'habitation, notamment s'il s'agit d'appareils portatifs ou d'appareils installés ou destinés à être installés à bord de véhicules".

.../...

Article 5.

Cet article se réfère aux articles 1er et 2 du projet pour indiquer la redevance qui est due pour la détention de plusieurs appareils dans les ateliers et magasins des constructeurs, réparateurs et vendeurs, tout en précisant que cette redevance ne couvre pas la détention des appareils se trouvant dans l'habitation.

Or, dans les alinéas 2 des articles 1er et 2 on vise expressément ces derniers appareils. Il en résulte une antinomie entre les deux textes, à laquelle on pourrait remédier en rédigeant comme suit le début de l'article 5 :

"Le paiement de la redevance prévue à l'article 1er, alinéa 1er, ou de celle qui est prévue à l'article 2, alinéa 1er, couvre respectivement ...".

Une antinomie plus marquée s'observe entre l'article 5, alinéas 2 et 3, et l'article 3. La première de ces dispositions prévoit que le paiement de la redevance visée à l'article 3 couvre l'ensemble des appareils détenus dans les ateliers et magasins, mais ne couvre pas les appareils détenus dans l'habitation, alors que l'article 3 ne concerne que

.../...

ces derniers appareils. On ne peut donc dire que c'est "la redevance visée à l'article 3" qui couvre la détention des appareils en ateliers ou magasins. Il s'agit d'une taxe d'un montant identique, mais d'une application totalement différente.

Le début de l'article 5, alinéa 2, devrait, en conséquence, être rédigé comme suit :

"Le paiement d'une redevance d'un montant égal à celle qui est prévue à l'article 3 couvre ...".

A la fin des alinéas 1er et 2 de l'article 5, il conviendrait, pour des raisons de concordance, de remplacer dans le texte néerlandais les mots "in hun bedrijfsruimte" par "in hun werkplaatsen en magazijnen".

Article 6.

Le placement d'appareils à l'essai peut se faire aussi bien chez une personne physique que chez une personne morale. Pour laisser à l'article 6 un champ d'application suffisamment large, il conviendrait de supprimer les mots : "chez des particuliers".

.../...

Article 9.

Pour être complet, il y aurait lieu de préciser à l'alinéa 2 que la déclaration de vente doit mentionner les nom et prénom ou "la raison sociale" de l'acheteur, pour le cas où ce dernier serait une société ou une association.

Article 10.

L'alinéa 3 de cet article dispose que la redevance n'est due qu'au prorata du nombre de mois restant à courir lorsque la détention prend cours dans le courant d'une année.

Cette disposition ne peut s'appliquer à la redevance de neuf cents francs qui est prévue par l'article 3 pour le cas de détention simultanée d'appareils récepteurs d'émissions sonores et d'appareils récepteurs d'émissions télévisées, car cet article exige que la détention simultanée soit antérieure au 1er janvier de l'année à laquelle se rapporte la redevance.

L'harmonie de ces textes serait mieux assurée si l'on précisait à l'article 10, alinéa 3, que "les redevances prévues aux articles 1er et 2 ne sont dues qu'au prorata ...".

\+

\+ \+

.../...

Articles 17 et 18.

L'article 17 tend à introduire dans la loi du 14 mai 1930 une modification identique à celle que la loi du 24 décembre 1957 y a déjà apportée. Il n'est pas indiqué de répéter ainsi la modification intervenue afin de permettre l'abrogation complète de la loi du 24 décembre 1957.

Ce procédé ferait apparaître dans une coordination officieuse des textes une postdate de l'insertion réelle du texte modificatif dans la loi de 1930.

Le Conseil d'État propose, en conséquence, de supprimer l'article 17 et de rédiger comme suit l'article 18 :

"La loi du 24 décembre 1957 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, à l'exception de son article 13, est abrogée".

Il n'est pas nécessaire de préciser, comme le fait le projet, que cette abrogation a effet "à la date d'entrée en vigueur de la présente loi".

\+

\+ \+

.../...

Le Gouvernement ayant manifesté l'intention d'introduire dans le projet un article permettant d'opérer le recouvrement des redevances par voie de contrainte, ce texte, qui deviendrait l'article 17, pourrait être rédigé comme suit :

"Les redevances dues en vertu de la présente loi peuvent être récupérées par voie de contrainte.

Le Roi désigne les fonctionnaires chargés de décerner et de rendre exécutoires les contraintes. Celles-ci sont signifiées par exploit d'huissier".

Talrijke bepalingen van het wetsontwerp nemen teksten over uit de wet van 24 december 1957, die door artikel 18 van de ontwerp-wet zal worden opgeheven.

Al gaat het hier om teksten die reeds van kracht zijn, toch acht de Raad van State het voor de toepassing bevorderlijk, sommige overgenomen bepalingen te verbeteren of te commentariëren.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het gebruik van de Franse term "redevance" ter aanduiding van het recht dat houders van radio-ontvangtoestellen verschuldigd zijn, is voor kritiek vatbaar. Het betreft immers niet de bezoldiging van een openbare dienst waarop de belastingschuldenaar vrij een beroep kan doen, maar een werkelijke belasting.

Gebruikers die, ingevolge de geografische ligging van hun woning, de Belgische radio-omroepuitzendingen niet kunnen ontvangen, moeten het recht dus evengoed betalen als zij die ze wel ontvangen.

Aangezien echter de termen "redevance" - "taks" sedert de wet van 20 juni 1930 ingeburgerd zijn, meent de Raad van State er geen nieuwe te moeten voorstellen.

II.

Krachtens de artikelen 1, 2 en 3 volstaat een enkele taks voor het gelijktijdig houden van verschillende ontvangtoestellen wanneer deze "in één en dezelfde woning" door één en dezelfde persoon worden gehouden.

De Belgische wetten gebruiken het woord "woning" alleen ten aanzien van natuurlijke personen (cfr. artikel 632 van het Burgerlijk Wetboek "bewoning"). Vennootschappen en verenigingen van hun kant hebben alleen een maatschappelijke zetel of een hoofdzetel (artikelen 7 en 197 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikelen 2 en 30 van de wet van 27 juni 1921 waarbij rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan verenigingen zonder winstoogmerk en instellingen van openbaar nut).

Vennootschappen en verenigingen moeten dus een recht afdragen voor ieder ontvangtoestel dat zij bezitten, behoudens toepassing van artikel 5 wanneer zij vervaardigers, herstellers of verkopers van die toestellen zijn.

Artikel 5 spreekt van de "particuliere vertrekken van hun woning" en stelt die tegenover "hun bedrijfsruimte". Dit laat veronderstellen, dat de woning én particuliere vertrekken én werkplaatsen en magazijnen omvat.

De wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol gebruikt in artikel 1, § 1, de woorden "magazijnen" en "werkhuizen", terwijl artikel 2 de slijters verbiedt, sterke dranken voorhanden te hebben zowel "in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, als in de overige gedeelten der inrichting, en zelfs in de belendende woning".

Onder woning wordt hier verstaan "plaats om in te wonen" (van Dale). Ook in het onderhavige ontwerp zou dit zo moeten zijn, opdat de ambtenaren, die met het vaststellen van de overtredingen van beide wetten zijn belast, niet voor twee verschillende betekenissen van het woord "woning" komen te staan.

Daarom wordt voorgesteld, in artikel 5, derde lid, de woorden "de particuliere vertrekken van hun woning" te vervangen door de woorden : "de aan hun werkplaatsen en magazijnen palende woning".

III.

In tal van artikelen gebruikt het ontwerp het woord "dienstjaar" ter aanduiding van het kalenderjaar dat begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het woord "dienstjaar" kan verwarring stichten wanneer de belastingschuldenaar een rechtspersoon is, wiens maatschappelijk dienstjaar niet met het kalenderjaar samenvalt.

Voorgesteld wordt het woord "dienstjaar" te vervangen door "jaar".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 4.

Dit artikel gebruikt de termen "ontvangtoestellen die aan hun houder een rechtstreeks of zijdelings voordeel kunnen verschaffen". Zo gesteld, kan dit artikel de indruk wekken dat het rechtstreeks of "zijdelings" voordeel het gevolg moet zijn van de kenmerken van het toestel. De Regering bedoelt echter ook toestellen te belasten, die aan hun houders voordeel verschaffen doordat zij op een bepaalde plaats zijn opgesteld.

Duidelijkheidshalve leze men artikel 4 als volgt :

.../...

"Artikel 4.-

Toestellen voor het ontvangen van radio-omroep-uitzendingen die gelijktijdig door één en dezelfde persoon worden gehouden, worden afzonderlijk belast :

1° wanneer zij, door de plaats van hun opstelling, aan hun houder een rechtstreeks of onrechtstreeks voordeel kunnen verschaffen;

2° wanneer zij gebouwd zijn om buiten de woning te worden gebruikt, inzonderheid wanneer het draagbare toestellen betreft of toestellen die in voertuigen zijn geplaatst of daarvoor zijn bestemd".

Artikel 5.

Dit artikel verwijst naar de artikelen 1 en 2 van het ontwerp om aan te geven welke taks verschuldigd is voor het houden van verschillende toestellen in de werkplaatsen en magazijnen van vervaardigers, herstellers en verkopers, en zegt tevens dat de toestellen die zich in de woning bevinden, niet door die taks worden gedekt.

In het tweede lid van de artikelen 1 en 2 worden juist deze laatste toestellen uitdrukkelijk bedoeld. Er is dus een tegenstelling tussen beide teksten; dit kan worden verholpen door het begin van artikel 5 als volgt te lezen :

"De betaling van de in artikel 1, eerste lid, of van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde taks volstaat onderscheidenlijk voor alle ...".

.../...

Er is nog een sterkere tegenstelling tussen artikel 5, tweede en derde lid, en artikel 3. De eerste bepaling zegt dat de betaling van de in artikel 3 bedoelde taks volstaat voor alle toestellen die in "de bedrijfsruimte" worden gehouden, maar niet voor die welke in de woning worden gehouden, terwijl artikel 3 alleen deze laatste toestellen betreft. Men kan dus niet zeggen dat "de in artikel 3 bedoelde taks" het houden van toestellen in werkplaatsen of magazijnen dekt. Het is wel een belasting van eenzelfde bedrag, maar met een gans andere toepassing.

Het begin van artikel 5, tweede lid, zou derhalve als volgt moeten worden gelezen :

"De betaling van een taks van een zelfde bedrag als de in artikel 3 bedoelde, volstaat voor alle ...".

Ter wille van de overeenstemming vervange men aan het slot van het eerste en tweede lid van artikel 5 de woorden "in hun bedrijfsruimte" door "in hun werkplaatsen en magazijnen".

Artikel 6.

Zowel bij een natuurlijke persoon als bij een rechtspersoon kunnen toestellen op de proef worden geplaatst. Om aan artikel 6 een voldoende ruim toepassingsgebied te laten, schrappe men de woorden "bij particulieren".

.../...

Artikel 9.

Volledigheidshalve bepale men in het tweede lid dat de aangifte van verkoop de naam, de voornaam of "de firma" van de koper moet vermelden, dit laatste voor het geval dat de koper een vennootschap of een vereniging is.

Artikel 10.

Het derde lid van dit artikel bepaalt dat de taks slechts verschuldigd is naar rata van het aantal maanden die nog moeten verlopen, wanneer het houden in de loop van een jaar aanvangt.

Deze bepaling mag niet worden toegepast op de taks van negenhonderd frank, die artikel 3 vaststelt voor het gelijktijdig houden van toestellen voor het ontvangen van klankuitzendingen van de radio-omroep en toestellen voor het ontvangen van omgeroepen televisie-uitzendingen, want dit artikel eist dat de toestellen gelijktijdig zijn gehouden vóór 1 januari van het jaar waarop de taks betrekking heeft.

De teksten zouden beter overeenkomen indien in artikel 10, derde lid, werd bepaald:"... zijn de in de artikelen 1 en 2 bedoelde taksen slechts verschuldigd naar rata van ...".

+

+ +

In het vijfde lid van artikel 10 behoort, zoals voor artikel 9 is gezegd, te worden bepaald, dat de aangifte van verkoop de naam, de voornaam of de firma, benevens het adres van de koper moet vermelden.

Artikel 11.

De woorden "instellingen die van een van die drie machten afhangen" zijn onnauwkeurig. Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, worden in de bestuurspraktijk onder die instellingen niet gerekend de vennootschappen van gemengd economische aard, zoals de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Derhalve zouden moeten worden vermeld, de regies, de openbare instellingen en de publiekrechtelijke verenigingen met uitzondering van de vennootschappen van gemengd economische aard.

Artikel 15.

Dit artikel komt overeen met artikel 11 van de wet van 24 december 1957. Behalve de ambtenaren, die dit artikel reeds machtigt tot het opsporen en vaststellen van overtredingen, noemt het ontwerp nog de gerechtelijke agenten bij de parketten, de Rijkswachters en de agenten van de gemeentepolitie.

Artikelen 17 en 18.

Artikel 17 strekt ertoe, in de wet van 14 mei 1930 dezelfde wijziging aan te brengen als de wet van 24 december 1957 daarin reeds heeft aangebracht. Het is niet

.../...

geraden, de reeds aangebrachte wijziging te herhalen, om zodoende tot een volledige opheffing van de wet van 24 december 1957 te komen.

Als men zo te werk ging, zou een officieuze tekstencoördinatie een latere datum vermelden dan die waarop de wijziging werkelijk in de wet van 1930 is ingevoegd.

Daarom stelt de Raad van State voor, artikel 17 te schrappen en artikel 18 als volgt te lezen :

"De wet van 24 december 1957 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen wordt opgeheven met uitzondering van artikel 13".

Het is onnodig, zoals in het ontwerp, te bepalen dat die opheffing uitwerking heeft "op de dag van inwerkingtreding van onderhavige wet".

\+

\+ +

Aangezien de Regering de bedoeling te kennen heeft gegeven, in het ontwerp een artikel in te voegen krachtens hetwelk de taksen door middel van dwangbevel kunnen worden ingevorderd, zou de desbetreffende tekst, die dan artikel 17 wordt, als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Taksen krachtens deze wet verschuldigd kunnen door middel van dwangbevel worden ingevorderd .

De Koning wijst de ambtenaren aan die gelast zijn, dwangbevelen uit te geven en uitvoerbaar te verklaren. Deze worden bij deurwaardersexploot betekend".

---

hambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

ieurs : J.SUETENS, premier président,
eren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F.VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, / adjunct-griffier, — greffier. / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le rôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

REFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) J.SUETENS.